

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Marie-France Bied-Charreton** : Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE).

**Daniel Boulmier** : Exécution provisoire de plein droit : imparfaite résurrection d'une ordonnance de conciliation assassinée.

**Florence Canut** : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012, P+B).

**Hervé Guichaoua** : La mise en cause du donneur d'ordre et du maître d'ouvrage au service de la lutte contre le travail illégal.

**Laurent Milet** : L'indépendance de gestion des comités d'entreprises : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

Négociation annuelle obligatoire : les syndicats doivent disposer de l'ensemble des informations sur les rémunérations.

**Tribunal de grande instance de Paris 29 mai 2012** – Note Jamila Mansour (p.789)

Restructurations parallèles et consultation loyale du Comité d'entreprise.

**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012** – Note Xavier Médeau (p.793)

La protection du droit fondamental du salarié à la santé : réintégration-indemnisation.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012** – Note Michèle Bonnechère (p.802)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit de la protection sociale** (quatrième partie) par Laure Camaji, Anne-Sophie Ginon et Frédéric Guiomard.



**DÉCEMBRE 2012**

**Doctrine :**

**Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE)** par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate au Barreau de Paris ..... 745

COMITÉ D'ENTREPRISE – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce).

**Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 octobre 2012** ..... 750

**Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 octobre 2012** ..... 751

**Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 octobre 2012** ..... 751

**Exécution provisoire de plein droit : imparfaite résurrection d'une ordonnance de conciliation assassinée** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine ..... 753

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Motif légitime d'absence (non) – Représentation par un avocat (oui) – Violation manifeste du principe du contradictoire (oui) – Caractérisation des conséquences manifestement excessives (non) – Arrêt de l'exécution provisoire de droit (non).

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 septembre 2012** ..... 756

**La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi** (à propos de Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012, P+B) par **Florence Canut**, Maître de conférences à l'Université Montpellier 3 ..... 757

CONVENTION ET ACCORD COLLECTIFS – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Drogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 C. Tr.) – Caractère dérogoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non).

**COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 19 juin 2012** ..... 753

**La mise en cause du donneur d'ordre et du maître d'ouvrage au service de la lutte contre le travail illégal** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 763

**L'indépendance de gestion des comités d'entreprises : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière** par **Laurent Milet**, Professeur associé à l'Université de Paris-Sud – faculté Jean Monnet –, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social ..... 774

COMITÉ D'ENTREPRISE – Subvention de fonctionnement – Utilisation – Limites – Dépenses liées aux attributions économiques du Comité – Actions de formation et abonnements de presse sans lien avec ces attributions.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 mars 2012** ..... 785

**Jurisprudence :**

CHSCT – Aménagement important – Modification de l'horaire collectif – Consultation préalable – Défaut – Trouble manifestement illicite.

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Modification de l'horaire collectif – Information-consultation – Consultation du CHSCT inachevée – Trouble manifestement illicite.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Metz (référé) 14 août 2012** ..... 786

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail – Université de Lorraine ..... 787

CONVENTION ET ACCORD COLLECTIFS – Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Sect.1 - ch.4) 29 mai 2012** ..... 789

Note **Jamila Mansour**, Conseillère confédérale CGT ..... 792

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – 1° Licenciement collectif – Consultation du Comité d'entreprise – Dissociation par l'employeur de projets de restructuration – Manquement à l'information du Comité – 2° Société détenue par un fonds d'investissement – Motif économique et périmètre de reclassement appréciés au niveau du groupe – 3° Reclassement – Offre d'emploi – Notion – Offre soumise à accord final de l'employeur – Validité (non) – 4° Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Évaluation – Nécessité.

<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Référé) 25 mai 2012</b> .....	793
Note <b>Xavier Médeau</b> , Avocat au Barreau des Ardennes .....	800

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Atteinte au droit à la protection de la santé (al. 11 du préambule de la Constitution) – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – Droit aux salaires perdus sans déduction des revenus perçus pendant la période entre l'éviction et le jugement – Non-cumul avec les indemnités de rupture.

<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2012</b> .....	802
Note <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne .....	803

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Mission – Exercice – Moyens matériels – Contrôle et surveillance des salariés – Limites – Informatique et libertés (loi du 6 janvier 1978) – Traitement automatisé d'informations nominatives – Confidentialité.

<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 avril 2012</b> .....	805
Note <b>Michel Estevez</b> , Conseiller prud'homme, Metz .....	806

## Chroniques jurisprudentielles :

**DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE** (quatrième partie) Décisions sélectionnées et commentées par **Laure Camaji**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud – IUT de Sceaux, **Anne-Sophie Ginon** et **Frédéric Guiomard**, Maîtres de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre – La Défense (IRERP EAC CNRS)

ASSURANCE-MALADIE – Frais de transport – Modification des conditions de prise en charge pour les bénéficiaires du régime d'affections de longue durée (ALD).

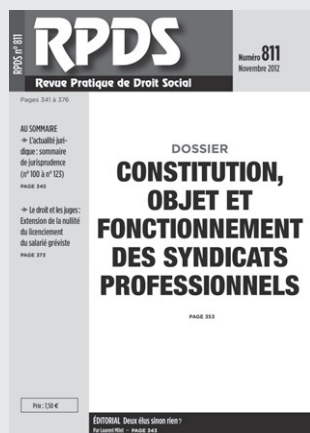
<b>CONSEIL D'ÉTAT (1<sup>ère</sup>/6<sup>e</sup> srr) 27 juillet 2012</b> .....	807
---	-----

ASSURANCES SOCIALES – Maladie – Frais de transport – Remboursement – Transport en voiture de petite remise – Exclusion.

<b>COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 10 mai 2012</b> .....	808
Note <b>Anne-Sophie Ginon</b> .....	809

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles : articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>



## RPDS 811 - NOVEMBRE 2012

Au sommaire :

Dossier : **Constitution, objet et fonctionnement des syndicats professionnels**

Le droit et les juges : **Extension de la nullité du licenciement du salarié gréviste**

Editorial : **Deux élus, sinon rien ?**

L'actualité juridique :

Sommaires de jurisprudence et de législation commentés

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, commande à NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche. Prix du numéro : 7,50 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 77 euros par an uniquement à RPDS, 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex. Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet [www.librairie-nvo.com](http://www.librairie-nvo.com) ou [www.lecodedutravail.fr](http://www.lecodedutravail.fr)